

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Vincent Molenberg, *Président* ;
Christophe Magdalijns, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders,
Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen,
Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain,
Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers communaux* ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*

Excusé

Valérie Cops, *Conseiller communal*.

Séance du 23.05.19

#Objet : Modification du Règlement-taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires non-adressés#

Séance publique

Service Juridique

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Conseil ;

DECIDE :

De modifier comme suit le Règlement-taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires non-adressés :

Article 1er

Il est établi du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025 une taxe communale sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que de catalogues, de dépliants et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés.

Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions les imprimés publicitaires non adressés nominativement comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires. Le pourcentage de texte rédactionnel non publicitaire est calculé en tenant compte de leur surface totale d'occupation dans l'imprimé.

Article 3

Par carte et feuille publicitaire, il faut entendre les pièces qui sont composées d'une feuille (deux faces

imprimées ou non au plus).

Par catalogue, dépliant ou journal publicitaire, il faut entendre les pièces qui comprennent plus d'une feuille.

Article 4

Par textes rédactionnels, il faut entendre :

1. les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
2. les textes qui, au niveau de la population de la Commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux;
3. les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs;
4. les informations sur les cultes, les annonces d'activité telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et des centres culturels;
5. les annonces notariales ;
6. les annonces émanant de particuliers relatives à des transactions mobilières ou immobilières.

Article 5

Sont considérés comme textes publicitaires les articles:

1. dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés ;
2. qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames ;
3. qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction.

Article 6

Les taux de taxation sont fixés comme suit :

1. Carte et feuille publicitaire :

- superficie plus petite ou égale au format A4 : 0,02 € par exemplaire distribué avec une taxe minimum de 30 € par distribution;
- superficie plus grande que le format A 4 : 0,04 € par exemplaire distribué avec une taxe minimum de 60 € , par distribution;

2. Catalogue, dépliant ou journal publicitaire : 0,06 € par exemplaire distribué avec une taxe minimum de 120 € par distribution.

3. Le taux de la taxe est doublé lorsque les imprimés publicitaires distribués sont emballés dans du plastique.

Article 7

La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

Le distributeur des imprimés visés par les présentes dispositions est tenu solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Si l'éditeur ou le distributeur ne sont pas connu, la personne pour laquelle l'imprimé est distribué est

responsable du paiement de la taxe.

Article 8

L'administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, dans les quinze jours de sa réception qui est présumée avoir lieu trois jours ouvrables après l'envoi.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une au plus tard 15 jours après le début de sa distribution.

L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incomplète ou imprécise donnera lieu à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le nombre d'imprimés publicitaires non adressés nominativement pris en compte pour l'établissement de la taxation d'office correspondra au nombre de boîtes aux lettres sur le territoire de la Commune acceptant la publicité. Si d'aventure, les imprimés publicitaires ont été distribués dans des boîtes aux lettres comportant un sigle refusant les publicités (« publicité non merci », « no pub »,...), le nombre de boîtes aux lettres pris en compte pour la taxation d'office est le nombre total de boîtes aux lettres situées sur le territoire de la commune.

En début de chaque exercice d'imposition, l'administration communale demandera aux services de la Poste d'établir le nombre de boîtes aux lettres sur le territoire de la Commune.

C'est ce nombre de boîtes aux lettres ainsi établi, et arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, qui servira de base à la taxation d'office.

En cas de première imposition d'office, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à cette taxe. En cas de seconde imposition d'office, la même taxe est majorée d'un montant égal au double de son montant.

La déclaration vaut jusqu'à révocation.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Vincent Molenberg

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Vincent Molenberg, *Voorzitter* ;
Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders,
Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen,
Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain,
Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Thibault Delforge, *Gemeentesecretaris d.d.*

Verontschuldigd

Valérie Cops, *Gemeenteraadslid.*

Zitting van 23.05.19

**#Onderwerp : Wijziging van het belastingreglement op het verspreiden van niet-geadresseerd
reclamedrukwerk#**

Openbare zitting

Juridische dienst

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, meer bepaald het artikel 170 ;

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake
gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en
artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan de raad ;

BESLIST :

Om de volgende wijzigingen op het belastingreglement op het verspreiden van niet-geadresseerd
reclamedrukwerk goed te keuren :

Artikel 1

Er wordt, vanaf 1 januari 2020 tot 31 december 2025, een gemeentebelasting gevestigd aan huis van
publiciteitsbladen en – kaarten met commercieel karakter, alsook catalogi, vouwbladen en kranten die
publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet geadresseerd zijn.

De belasting heeft alleen betrekking op het gratis verspreiden van de kant van de bestemming.

Artikel 2

Volgende bepalingen treffen de niet-geadresseerde bij name drukwerken die minder dan 40 % niet-
publicitaire redactionele teksten bevatten. Het percentage niet-publicitaire redactionele tekst wordt berekend
door rekening te houden van hun totale bezettingsoppervlakte in het drukwerk.

Artikel 3

Onder publiciteitsbladen en –kaarten wordt verstaan : stukken die bestaan uit één blad (twee al dan niet bedrukte bladzijden).

Onder catalogi, vouwbladen of publiciteitskranten wordt verstaan : stukken die uit meer dan één blad bestaan.

Artikel 4

Onder redactionele teksten dient men te verstaan :

1. teksten die door journalisten uit hoofde van hun beroep zijn geschreven ; voor zover er geen sprake is, hetzij expliciet, hetzij impliciet, van firma's of bepaalde producten ;
2. teksten die ten opzichte van de bevolking van de gemeente een sociale rol vervullen en algemene inlichtingen zonder commerciële bedoelingen verstrekken of ook officiële informatie van openbaar nut in verband met de orde of het welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, mutualiteiten, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegkundigen, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke en allerlei nationale en internationale informatie ;
3. algemene regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke en folkloristische alsook literaire en wetenschappelijke niet-commerciële mededelingen aan verbruikers ;
4. mededelingen over erediensten, aankondigingen van allerlei activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten en activiteiten van jeugthuizen en culturele centra ;
5. notariële aankondigingen ;
6. aankondigingen van particulieren betreffende roerende of onroerende overeenkomsten.

Artikel 5

Worden als publicitaire teksten beschouwd :

1. de artikels waarin impliciet of expliciet bepaalde firma's of producten worden vermeld ;
2. die op een directe of verdoken manier de lezer verwijzen naar reclame ;
3. die er op een algemene manier naar streven firma's, producten of diensten onder de aandacht brengen, bekend te maken, aan te bevelen en dit teneinde tot een commerciële transactie te komen.

Artikel 6

De belastingtarieven worden als volgt vastgelegd :

1. Publiciteitsblad of –kaart :

- oppervlakte kleiner of gelijk aan het formaat A4 : 0,02 € per verdeeld exemplaar met een minimum van 30 € per verdeling.
- Oppervlakte groter dan het formaat A4 : 0,04 € per verdeeld exemplaar met een minimum van 60 € per verdeling.

2. Publicitaire catalogus, vouwblad of krant : 0.06 € per verdeeld exemplaar met een minimum van 120 € per verdeling.

3. Het belastingtarief wordt verdubbeld wanneer het verdeelde reamedrukwerk in plastic is verpakt.

Artikel 7

De belasting is verschuldigd door de uitgever van de drukweezken die onder deze bepalingen vallen.

De verdeler van de aan de belasting onderworpen drukwerken is solidaire verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Indien de uitgever of de verdeler niet gekend zijn, is de persoon voor dewelke het drukwerk is verdeeld,

verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 8

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de vijftien dagen van zijn receptie, dat geschat is op drie werkdagen na de verzending.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste 15 dagen na het begin van zijn verdeling.

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belasting, betekent de gemeente aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen alsook het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken.

Het aantal niet-geadresseerde bij name reclaimedrukwerken die in acht genomen wordt voor de ambtshalve belasting zal overeenkomen met het aantal brievenbussen op het grondgebied van de gemeente die publiciteit aanvaarden. Indien de reclaimedrukwerken verdeeld worden in brievenbussen met een sticker die reclaimedrukwerk weigert, ("publiciteit neen dank u", "no pub",...) zal het aantal brievenbussen in acht genomen voor de ambtshalve belasting overeenkomen met het totaal van alle brievenbussen op het grondgebied van de gemeente.

In het begin van elk dienstjaar, zal het Gemeentebestuur aan de diensten van de Post vragen, het aantal brievenbussen op het grondgebied van de gemeente te bepalen.

In geval van eerste overtreding, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het vastgestelde recht. In geval van tweede overtreding, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het dubbel van het vastgestelde recht.

De verklaring geldt tot herroeping

Artikel 9

De belasting wordt per geïnd per inkohiering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Vincent Molenberg

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

